

## AMÉRIQUES

Les huissiers de justice du Québec ont déjà leur « Allée des huissiers »... Ils ont maintenant leur « Signatures ».  
*The enforcement agents or 'huissiers' of Quebec already have their own 'Allée des huissiers'... They now have their very own 'Signatures'.*

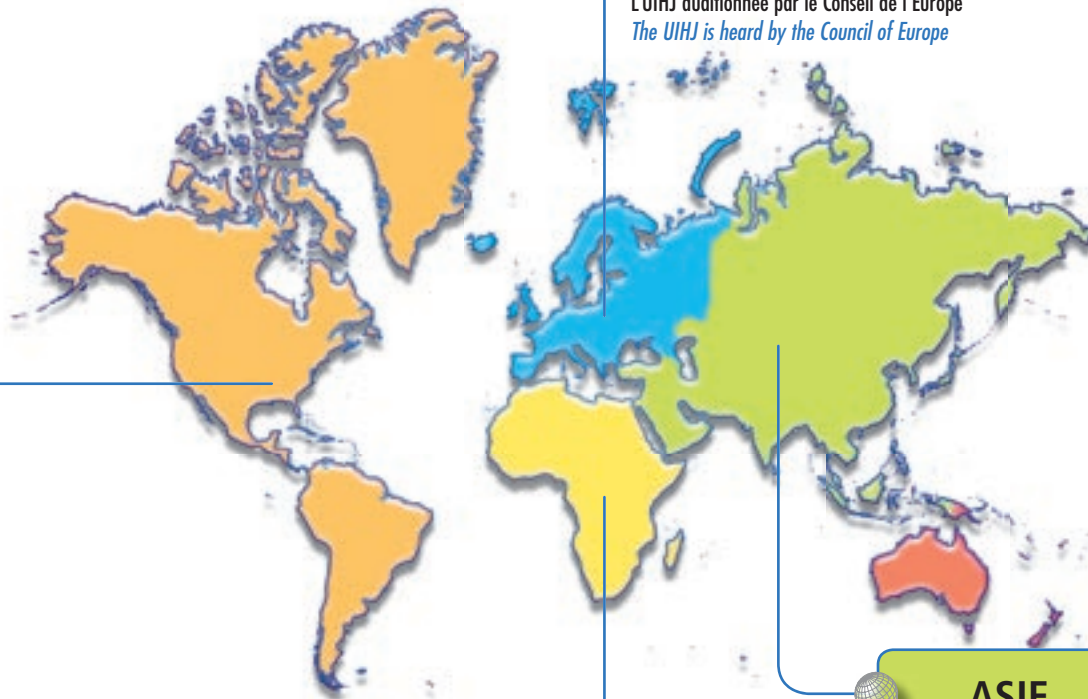
L'UIHJ, en sa qualité d'ONG, participait à la 57e assemblée générale de l'ONU à New-York des 8 au 10 septembre 2004  
*UIHJ, in its capacity as NGO, took part in the 57th general assembly of the United Nations in New York, 8-10 September 2004*

117

119

121

122



## AFRIQUE

L'Algérie veut créer son école de procédure  
*Algeria wants create a school for judicial officers*

Le rôle de l'huissier de justice dans la société marocaine et son implication dans l'action internationale  
*The role of judicial officers in Moroccan society and their involvement in international development*

Alphonse Kibakala, chevalier national dans l'ordre du dévouement congolais  
*Alphonse Kabakala, knight of the national Congolese devotion order*

Séminaire UFOHJA à Libreville les 12 et 13 février 2004  
*The UFOHJA (Training Unit for Enforcement Agents in Africa) Seminar in Libreville on the 12th and 13th of February 2004*

La mise en orbite de l'Ecole nationale de procédure de Tunisie  
*The launch of the National School of Legal Proceedings in Tunisia*

82

83

85

86

88

88

88

89

90

90

## EUROPE

Grand chamboulement de notre profession  
*Major upheaval in our profession*

Les Onallo Biroasagi Vegrehajto reconnaissants envers l'UIHJ  
*The recognition felt by the Onallo Biroasagi Vegrehajto towards the UIHJ*

Les huissiers de justice arméniens dans l'attente de réformes  
*Armenian enforcement agents await reforms*

Le nouveau visage de l'huissier de justice européen  
*The new face of the European enforcement agent*

Centre européen de formation en matière d'exécution (EETC)  
*European Enforcement Training Centre (EETC)*

L'UIHJ auditionnée par le Conseil de l'Europe  
*The UIHJ is heard by the Council of Europe*

3

5

7

10

13

15

19

21

24

25

26

29

## ASIE

L'UIHJ et une délégation française en Thaïlande  
*The UIHJ and a French delegation in Thailand*

L'UIHJ à la rencontre du Vietnam  
*UIHJ meets with Vietnam*

109

111

114

115

Colloque International de Tunis – 19 mars 2004 : Contribution des huissiers de justice à la mise en œuvre d'un ordre judiciaire mondial  
*International Seminar of Tunis – 19 March 2004: Contribution of enforcement agents to the implementation of a judicial order throughout the world*

M. Serigne Diop, ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice  
*Mr Serigne Diop, Minister of State, Attorney General/Lord Chancellor, Minister of Justice*

Une étoile montante s'est éteinte dans l'espace Ohada  
*A rising star has fallen in Ohada*

2e conférence des présidents de la zone centrale et occidentale de l'Afrique.  
*2nd Conference of Presidents of the Central and Western Africa zone*

Me Jacques Isnard, Officier de l'Ordre national du mérite  
*Mr Jacques Isnard Q.C., Officer of the National Order of Merit*

Séminaire international de Dakar du 14 mai 2004  
*International Seminar in Dakar on the 14th of May 2004*

91

92

94

95

96

97

98

100

103

104

105

107

Le Conseil de l'Europe adopte une recommandation en matière d'exécution des décisions de justice	33
<i>The Council of Europe adopts a recommendation relating to the enforcement of decisions of justice</i>	34
Le 21 mai 2004 à Barcelone ont eu lieu les festivités de la St-Yves	35
<i>The Festival of St. Yves took place on May 21st 2004 in Barcelona</i>	36
Création d'UIHJ-Euromed à Marseille, le 30 avril 2004	37
<i>Creation of the IUJO-Euromed in Marseille on April 30th, 2004</i>	38
Un Forum huissier de justice international	40
<i>An International Forum of Enforcement Agents</i>	42
Mission à Antananarivo : Les huissiers de justice malgaches	44
<i>Mission in Antananarivo: The Madagascan enforcement agents</i>	46
Yves Martin succède à Jean-Claude Belot à la tête des huissiers de justice français	48
<i>Yves Martin takes over from Jean-Claude Belot at the head of the French Enforcement Agents</i>	49
Mission thaïlandaise en France (18 avril-1er mai 2004)	50
<i>Thai mission to France (18th April - 1st May 2004)</i>	51
Le 10 <sup>e</sup> anniversaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie a été célébré à Topolca les 23 et 24 septembre 2004	53
<i>The 10th anniversary of the Hungarian National Chamber of Enforcement agents was celebrated in Topolca on the 23rd and 24th September 2004</i>	54
Séminaire nordique à Oslo du 8 au 10 octobre 2003	56
<i>Nordic seminar in Oslo from the 8th to the 10th of October 2003</i>	58
Colloque international à Cracovie	59
<i>International symposium in Krakow</i>	62
Réforme de la procédure civile au Portugal : l'expérience du solicitador d'exécution	65
<i>The new civil Procedure in Portugal: the experience of enforcement solicitador</i>	66
L'inquiétude des huissiers de justice roumains	67
<i>The consternation of the Romanian enforcement agents</i>	68
Le président de la république de Roumanie, Ion Iliescu, au symposium des huissiers de justice des 15 et 16 octobre 2004, à Sinaia	69
<i>The President of the Republic of Romania, Ion Iliescu, attends the enforcement agents' international symposium in Sinaia, 15-16 October 2004</i>	71
Un événement historique en Europe	73
L'Europe à 25 : est-ce possible ?	75
<i>25 European States: is this feasible?</i>	78



## Grand chamboulement de notre profession

La profession, avec ses huissiers de justice essayés autour de la planète, ressemble un peu à cet aigle à double tête aux regards rivés d'un côté, vers la fonction publique et de l'autre en direction du secteur privé.

En fait, selon le système judiciaire du pays vers lequel on se tourne, les huissiers de justice sont soit agents de la fonction publique, soit professionnels libéraux exerçant leur activité sans autre dépendance que celle du contrôle des autorités judiciaires. Cette dilution de la profession entre deux formules qui sont autant de concepts dissemblables a modelé une image floue de l'huissier de justice.

Même si le fondement commun reste l'exécution des jugements et des titres exécutoires, l'appréciation générale est que la fonction reste assez indéfinissable. Il suffit de se heurter un jour aux frontières d'un pays, à un policier, un peu plus zélé que d'autres, qui vous demandera la nature de votre profession, pour vous apercevoir qu'il n'est pas toujours aisé d'expliquer qui nous sommes sauf à évoquer la saisie et l'expulsion, sorte de logo qui nous caractérise aux yeux du public.

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires  
42 rue de Douai - 75009 Paris - France  
Tél. : +33 (0)1 49 70 12 87 - Fax : +33 (0)1 49 70 15 87  
<http://www.uilhj.com> - [uilhj@huissier-justice.fr](mailto:uilhj@huissier-justice.fr)

UIHJ Magazine - Magazine semestriel d'information de l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires  
Directeur de la publication : Jacques Isnard • Rédacteur en chef : Roger Dujardin • Rédacteur en chef adjoint : Mathieu Chardon  
Comité de rédaction : Jean-Paul Spinelli, Marc Schmitz, Jos Uitdehaag  
Edition - Réalisation : SAILING communication & technologies, 8 avenue des Minimes, F-94300 Vincennes - <http://www.sailing-up.com>  
Impression : Currenda sp. z o.o., Aleja Niepodległości 703A - 81-853 Sopot Pologne - Tél. +48 58 5503875 - <http://www.currenda.pl>

Ce profil réducteur, ajouté aux sarcasmes, qui visent une corporation jouissant d'une image de marque controversée, est parfois ressenti comme une flétrissure. Pourtant cette image est mouvante, si l'on prend, par exemple, le cas de la France où le même huissier de justice qui irrite lorsqu'il procède à une expulsion, devient parfaitement estimable lorsqu'il dresse un constat.

L'hétérogénéité de nos fonctions, les différences de statuts et l'absence d'une appellation professionnelle commune sont un frein à l'épanouissement de notre métier.

Pendant que les huissiers de justice libéraux veillent au développement technologique et économique de leur offices les agents d'exécution, fonctionnaires, s'intéressent légitimement à leur condition de travail, à leur plan de carrière, à leurs rémunérations, etc., soit deux mondes différents.

Le nom donné à nos confrères ou collègues est parfois romanesque : *Messengers-at-arms* en Ecosse, *Kronofogdemyndigheten* en Suède, *Shikko-Kan* au Japon. Pareil étal ne favorise pas beaucoup la perception de l'huissier de justice, au contraire des notaires ou des avocats, dont le vocable et le phonétisme, très voisins dans les langues émergentes, sont quasiment universels. D'aucuns appellent à une autre cérémonie de baptême, voire à une appellation commune (traduite dans la langue de l'Etat) qui pourrait être – cela a été proposé – commissaire de l'exécution.

Face à un paysage aussi chaotique, que faire ? Depuis bientôt 15 ans l'UIHJ s'est pénétrée de l'idée que le visage de notre profession en Europe et en Afrique doit s'esquisser autour d'un ensemble de critères incontournables : profession libérale procédant aux significations, à l'exécution, aux ventes publiques, voire aux constats, dotée d'un haut niveau de culture juridique, etc. Dès les années quatre-vingt-dix les Etats de l'ex bloc soviétique ont été approchés. Sous l'influence de l'Union, quasiment tous ont progressivement adopté un statut calqué sur le modèle français.

Les perspectives d'élargissement de l'Union européenne nous amenaient, il y a peu, à prédire que bientôt l'Europe serait pourvue d'un corps d'huissier de justice à statut identique.

Cette conviction qui a animé l'UIHJ dans sa détermination à favoriser l'arrivée de l'huissier de justice européen vient de trouver sa consé-

cration. Une consécration certes espérée, mais certainement pas attendue aussi rapidement. Et il y a de quoi...

En moins de 10 ans : l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la République Tchèque ont instauré le régime libéral.

Dans la même période, le Portugal vient de créer le « *solicitador* de l'exécution » pendant que les *procuradores* espagnols affichent leurs ambitions à jouir des mêmes prérogatives que les huissiers allemands qui se prononcent pour un changement de statut en se tournant vers la profession libérale !

Il n'est jusqu'à l'Angleterre et le Pays de Galles qui se livrent à de profondes réformes en rénovant le statut de ses *sheriffs officers* et de ses *baillifs* !

En attendant un rapprochement avec Malte et Chypre, il n'est dans l'espace européen délimité par le traité d'Amsterdam que la Finlande, la Suède, l'Autriche et l'Italie qui campent sur leur position en maintenant un statut d'agent d'exécution fonctionnaire.

Depuis le 1er mai 2004, date du passage à l'Europe à 25 membres, on peut affirmer -quelque soit le nom qu'on lui attribue- qu'est né un corps de professionnel de l'exécution (outre pour certains, de la signification, des constats et des ventes) à vocation libérale comparable à la France mais aussi au Benelux, à l'Ecosse, la Grèce...

Ainsi, le vieux rêve que caressait notre pionnier Baudouin Gielen dans les années 1990 est en passe de se réaliser : l'huissier de justice européen a désormais un corps, sinon une âme et les choses depuis, évoluent à une cadence effrénée. Lors des Assises de Bruxelles sur le recouvrement en Avril 2004, 14 délégations venues d'Europe et du Canada étaient là pour parler recouvrement, réseau, techniques modernes de travail.

Le mois suivant à Budapest lors du conseil européen de l'UIHJ, les thèmes étaient centrés sur le recouvrement, l'économie des offices, la technologie et la gestion. Le pragmatisme économique devenait un sujet récurrent, à telle enseigne que certaines délégations n'hésitaient pas à préconiser la modification de leurs règles de procédure internes pour mieux favoriser l'émergence de réseaux internationaux conçus suivant des normes statutaires communes.

Dans l'Union européenne, l'heure est maintenant aux rapprochements tous azimuts et au langage commun entre les huissiers de justice.

Au siège de l'Union les demandes d'informations concernant le recouvrement et l'exécution dans les Etats membres affluent, signe d'un contentieux transfrontalier exponentiel.

Au plan des institutions internationales l'UIHJ est appelée à coopérer partout, à l'UE comme au Conseil de l'Europe, comme enfin à la Conférence de La Haye.

Peut-être nous trompons-nous mais nous avons le sentiment très net que l'Europe judiciaire ne saurait se faire sans les huissiers de justice.

Et que dire encore lorsqu'on sait que le même phénomène touche l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale et occidentale voire la partie australe sans oublier Madagascar et l'Ile Maurice et que la Thaïlande et le Vietnam amorcent une réforme en s'inspirant du système français, pendant que l'Argentine lance ses premières légions pour la conquête du statut libéral.

Qui pourrait affirmer après cela que nous ne vivons pas de vrais chamboulements dans notre profession ?

**Jacques Isnard**  
**Président de l'UIHJ**

## Major upheaval in our profession

The profession, with its enforcement agents throughout the world, is a bit like the famous two-headed eagle with its eyes riveted on one side towards the public service and on the other side in the direction of the private sector.

In fact, depending on the judicial system of the country we are looking at, judicial officers are either civil servants or private professionals, performing their duties without any dependency other than control by judicial authorities. This dilution of the profession between two systems, which are two quite different concepts, has resulted in a blurred image of the enforcement agent.

Although the common basis remains enforcement of judgements and writs of execution, the general assessment is that this function remains relatively difficult to define. Just try to cross the border of a county, you might come across a policeman who is overenthusiastic and who asks you what your profession is. You will realize that it is not always easy to explain who we are, except by referring to seizures and evictions, a sort of logo that characterises us in the eyes of the public.

This simplistic profile, in addition to the sarcasm aimed at a corporation with a controversial brand image, is sometimes seen as stigmatising. Yet this image can shift, if, for example you take the case of France where the very same enforcement agent who is blamed for proceeding with an expulsion, becomes absolutely irreplaceable when drawing up a formal record of evidence.

The diverse nature of our tasks, the differences in status and the lack of any shared professional appellation are an obstacle to fulfilment in our job.

Whilst judicial officers in the private sector ensure the technological and economic development of their office, enforcement officers, who are civil servants, are concerned quite legitimately with their working conditions, their career path and their remuneration, etc., so we are looking at two different worlds.

The name given to our counterparts or colleagues is sometimes romanesque: Messengers-at-arms in Scotland, *Kronofogdemyndigheten* in Sweden, *Shikko-Kan* in Japan. Such a range of denominations does not help with the perception of the judicial officer or enforcement agent, unlike the

case of notaries or lawyers, where the terms and phonetics used are very similar in emerging languages and are almost universal.

Some are calling for a baptism ceremony, or even a common appellation (translated into the language of the country concerned) which could be – this has already been suggested – enforcement commissioner.

So what can we do in such a chaotic landscape?

For nearly 15 years, the UIHJ has concentrated on the idea that the face of our profession in both Europe and Africa should be based on a range of essential criteria: private professionals proceeding with notifications, enforcements, public sales, or even official reports, with a high level of legal background, etc.

In the nineties, contacts were made with countries from the ex-Soviet block. Under the Union's influence, almost all of them gradually adopted a status based on the French model.

Prospects for enlargement of the European Union caused us recently to predict that soon Europe will have a body of judicial officers with an identical status.

This conviction, held by the UIHJ in its determination to encourage the arrival of a European judicial officer, has just been consecrated. It was a consecration that had indeed been hoped for but not expected to happen quite so quickly. And there was good reason...

In less than 10 years Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland, Romania, Slovakia, Slovenia and the Czech Republic have all established the private regime.

Over the same period of time, Portugal has just created the "enforcement solicitor", whilst Spanish procuradores are stating their ambition to enjoy the same prerogatives as German enforcement agents who are seeking a change in status and looking towards the private profession!

Even in England and Wales, deep-seated reforms are renovating the status of sheriff officers and enforcement agents!

Contacts are awaited with Malta and Cyprus and in the whole of the European space, as set out in the Treaty of Amsterdam, only Finland, Sweden, Austria and Italy remain encamped on their positions, maintaining a public servant status for enforcement officers.

Since 1st May 2004, when Europe was extended

to 25 members, we can state that – whatever the name given – a body of enforcement professionals (plus, in some cases, professionals dealing with notification, formal reports and sales), was born in the private sector, comparable to the one in France, Benelux, Scotland, Greece, etc.

So, the old dream held in the nineties by our pioneer, Baudouin Gielen, is actually coming true: the European judicial officer now has a real body, even a soul with things happening at an amazing rate over the past few years.

At the Brussels Assizes on debt collection held in April 2004, 14 delegations from Europe and Canada attended to talk about debt collection, networks and modern working techniques.

The following month in Budapest, at the UIHJ European Council, topics concentrated on debt collection, office economy, technology and management. Economic pragmatism was a recurrent subject to such an extent that certain delegations had no hesitation in recommending a modification of their rules on internal procedures in order to encourage the creation of international networks, designed according to common statutory standards.

Within the European Union contacts are happening on all sides and it's clearly time for all judicial officers to talk the same language!

At the Union's head office, requests for information on debt collection and enforcement in Member States are pouring in, which is the sign of an exponential level of cross-border disputes. In terms of international institutions, the UIHJ is called on to cooperate everywhere, at the EU, the Council of Europe and the Conference in The Hague.

Maybe we're wrong, but we have the very clear feeling that judicial Europe is not possible without judicial officers.

And what about the fact that the same thing is happening in North, Central and West Africa, and even in some parts of Southern Africa not forgetting Madagascar and Mauritius? Thailand and Vietnam are commencing reforms getting their inspiration from the French system, whilst Argentina is dispatching its first regiments out to conquer private status.

After that who could possibly deny that we are undergoing a major upheaval in our profession?

**Jacques Isnard**  
**Chairman of the UIHJ**